

« Notre modèle social a vécu, il n'est plus adapté. » Gattaz a pris soin d'annoncer ses buts de guerre à un quotidien populaire, le *Parisien Aujourd'hui en France*. Avant que Valls devant les députés alignés n'ouvre au seul patronat un véritable droit de tirage sur les fonds publics. Sans contrepartie. 50 milliards de CICE et de Pacte ? Pour les patrons, une aumône... Leur exigence ? Mettre leur classe à l'abri du système social qu'ils condamnent à mort. Valls Hollande ne sont pas un rempart, mais un service d'Etat du libéralisme. Rien n'est caché, tout est déballé. **Raison de plus pour ne pas poser un lapin à la rentrée sociale.**

Valls 2 entérine la trahison de Hollande et pactise avec le seul Medef Nous ne pèserons que par nos luttes

Acte final de la trahison des espoirs du peuple suscités par l'élection de Hollande le 6 mai 2012, le discours de Valls fut sans vie, sans âme, comme le libéralisme lui-même. Au passage, les bavards qui annonçaient un coup de pouce aux petites retraites, en sont pour leur désinformation.

Avec ces 50 milliards de cadeaux aux patrons, Valls confirme la pratique des chèques en blanc au Medef.

Ce 16 septembre, il porte sans la moindre contrepartie au patronat 20 milliards de crédits d'impôts payés par la TVA et 30 autres milliards par le transfert de cotisations sociales et fiscales emballés sous la domination « pacte ».

Voilà 20 ans que tous nous savons que jamais une exonération accordée par l'Etat aux employeurs ne les a forcés à créer le moindre emploi. Jamais.

A la façon d'un commissaire européen qui pontifie d'en haut, Valls a défendu de nouveau sa foi dans les patrons, qui certes l'applaudissent mais qui lui répondent, par Gattaz le même jour au Parisien, qu'en fait ils ne veulent pas seulement l'aumône de ces 50 milliards... Ils veulent abattre tout le fondement social du pays.

Le pacte de Valls et ses assauts de fidélité aux patrons sont la voie ouverte à la guerre sociale de Gattaz.

Alors, devant cette fronde sociale d'un patronat chauffé à blanc, et singulièrement d'un petit patronat radicalisé voire lepenisé, Valls a des accents de Schröder, l'ancien chancelier allemand qui a multiplié les travailleurs pauvres et la précarité. Avant de filer dans l'état major de Gazprom !

Valls nous amène au pied du Medef, qui présentera le 24 septembre ses exigences qu'il veut ériger en loi. Voilà pourquoi la CGT, loin de poser un lapin à la rentrée, doit tout faire pour censurer l'austérité dans la rue, au nom des chômeurs, des jeunes, des retraités, des salariés publics et privés projetés dans la régression sociale.

Contre l'austérité Gattaz Valls et l'extrême droite qui s'en nourrit

Battons-nous pour nos intérêts et nos revendications !

Le chômage de près de 6 millions de personnes, la chute du pouvoir d'achat et la pauvreté qui explose mettent à l'ordre du jour tout autre chose qu'un Pacte de solidarité avec le Medef, arrangé dans de pseudo négociations de branches arrangées à l'avance avec la CFDT.

Il faut un programme d'urgence au service des travailleurs, jeunes, actifs, chômeurs et retraités :

- interdiction des licenciements,
- augmentation du Smic et des salaires,
- création massive d'emplois publics,
- défense des 35 heures et réduction du temps de travail,
- défense et extension de toutes les branches de la Sécurité sociale,
- nationalisation des secteurs clés de l'économie sous contrôle des salarié·e·s,
- annulation de la dette illégitime,
- rupture avec les traités européens.